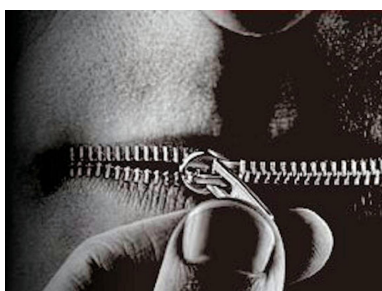


<https://www.pressegauche.org/A-propos-d-un-mot-frappe-d-interdit-la-dimension-politique-d-un-debat>



# À propos d'un mot frappé d'interdit : la dimension politique d'un débat

- Politique québécoise - Débats -



Date de mise en ligne : mardi 3 novembre 2020

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Même s'il s'est dit au Québec beaucoup de choses très éclairantes, sur l'emploi du mot "nègre" qu'on ne peut plus prononcer ou écrire dans certains milieux sans soulever d'incommensurables passions, il y a une dimension du débat qui a généralement été occultée et sur lequel j'aimerais ici m'attarder. C'est sa dimension proprement politique.**

Je veux dire par là que les volontés anti-racistes qui ainsi se manifestent, tout comme les volontés de censure qui les accompagnent et sont avec raison si discutées, restent la plupart du temps le fait de gens bien intentionnés et qui se réclament ouvertement de valeurs de gauche, ou tout au moins utilisent une phraséologie qui le laisse penser et tend même à montrer qu'ils souhaitent "prendre les choses à la racine", c'est-à-dire aller au fond des choses.

Et quand on s'arrête d'emblée à ces volontés radicales ou encore aux bonnes intentions dont elles se parent, on ne devrait qu'avoir envie de les soutenir, voire de participer à leurs efforts en ce sens. Or pour beaucoup d'entre nous, ce n'est pas du tout ce qui se passe, tout au contraire ! Comme si leur message, politiquement ne passait pas, ou si mal ! Et comme si au lieu d'aider à la cause, leurs interventions, loin de résoudre le problème, ne faisait "plus souvent qu'autrement" que l'amplifier et l'exacerber.

Pourtant, il faut bien le reconnaître, nous vivons dans un monde marqué par des logiques économiques particulièrement excluantes, et nous traversons une époque chaotique et sans boussole où tout concourt à multiplier les discriminations ainsi qu'à perpétuer voire à faire naître "dans le sillage des désordres de la mondialisation néolibérale" de nouvelles formes de racisme préoccupantes.

De quoi bien entendu soulever "et avec raison" de grandes indignations ; des indignations qu'on ne peut dans un sens que comprendre, tant elles apparaissent comme un contrepoids indispensable à cette indifférence et cet individualisme que la société de consommation tend à distiller partout.

### **Les indignations ne font pas une politique**

Mais le problème est justement là : ces indignations ne font pas une politique, et ne définissent nullement le chemin qu'il faudrait prendre pour avoir quelque chance d'atteindre politiquement l'objectif auquel elles aspirent.

Se doter d'une politique, c'est toujours prendre en compte minutieusement le contexte sociohistorique dans lequel on se trouve, c'est aussi être capable de saisir les rapports de forces sociopolitiques qui le traversent ainsi que la façon dont on pourrait les faire bouger. En somme c'est combiner aux émois de l'indignation morale, les savoirs issus de la réflexion rationnelle et surtout les connaissances et les leçons tirées des luttes collectives, passées comme actuelles.

Or c'est justement ce qu'une nouvelle gauche qui se veut radicale (qu'elle soit libertarienne, d'une certaine obédience anarchiste, ou encore influencée par le post-modernisme) ne parvient plus à faire. Elle sombre ainsi dans un radicalisme abstrait, individualiste et moralisant dénué de toute perspective stratégique. Quant aux armes politiques qu'elle utilise, elles finissent par se réduire au chantage affectif et à la culpabilisation collective ainsi qu'à des exigences de censure, allant jusqu'à cautionner la délation dans les médias sociaux ou ailleurs. En somme elle se contente de sermonner le monde plutôt que de s'employer à le changer ; loin de toutes les valeurs émancipatrices d'une certaine tradition de gauche, expression même de la formidable crise du politique que nous traversons.

### Crise des démocraties de représentation libérale

Ce qui peut paraître étonnant cependant c'est que des groupes en position si minoritaire puissent avoir l'impact qu'ils ont, tout au moins en termes médiatiques, faisant par exemple que la presse institutionnelle du Québec en vienne à ne plus oser prononcer le fameux mot interdit, soudainement devenu objet d'un formidable tabou.

En effet si l'on veut tenter de comprendre, il faut élargir l'analyse. Car la crise qui a travesti le radicalisme de gauche trouve son pendant -et c'est ce qui lui permet d'avoir autant d'écho- dans une crise politique plus générale touchant l'ensemble de nos démocraties dites de représentation libérale, et renvoyant à leur légitimité même. Cynisme et désorientation en prime, de larges secteurs de la population sont tellement revenus de tout que, n'imaginant plus possible d'effectuer aucun changement politique de fond, ils se trouvent ramener aux deux seules voies sans issues qu'il leur reste : soit celle-là bien répressive du « surveiller et punir » et de sa culpabilisation inhérente, soit celle d'en rester aux « mots » et aux symboles, sans se préoccuper outre mesure des « choses » et du contenu bien concret auxquels ils sont pourtant étroitement liés.

On le voit, c'est donc à un véritable phénomène d'époque que renvoie ce débat sur les mots interdits ; un phénomène qui plonge ses racines donc dans notre façon de penser aujourd'hui le politique et dont on ne pourra s'extraire que si on parvient à redonner à la politique ses lettres de noblesse, c'est-à-dire son pouvoir même -et ce n'est pas rien en ces temps si chaotiques- de faire advenir « un autre monde possible ».

Pierre Mouterde

Sociologue et essayiste

Auteur de Les impasses de la rectitude politique, Montréal, Varia, 2019